



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan

Une publication du SÉR d'Ankara
Semaine du 4 mai 2026 (n° 473)

Faits régionaux marquants

- ❖ **Turquie** : Hausse généralisée de l'inflation en avril
- ❖ **Azerbaïdjan** : La BERD s'engage dans le secteur de l'eau
- ❖ **Géorgie** : Lancement d'une stratégie ferroviaire à long terme
- ❖ **Turkménistan** : Hausse du PIB et de l'investissement en 2025

CHIFFRE À RETENIR

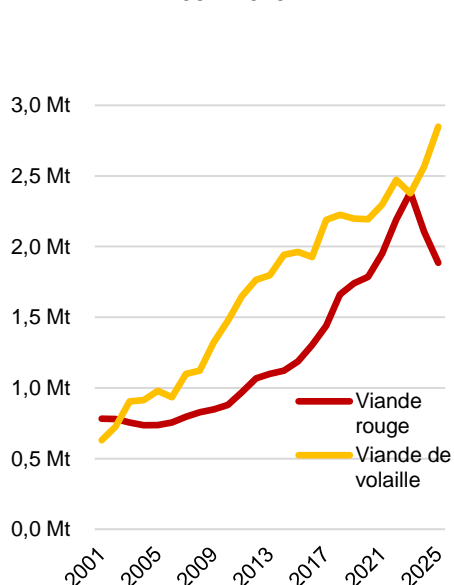
+93,6 %

Croissance du nombre « d'ultra riches » (patrimoine > 30 MUSD) en Turquie sur la période 2021-2026, selon le [Wealth Report 2026](#) publié par le cabinet Knight Frank. Cette progression, 3x supérieure à la moyenne (+29,4 %) des 45 pays analysés, place la Turquie au 3^{ème} rang du classement – derrière la Pologne (1^{ère}) et le Qatar (2^{ème}).

Zoom – Élevage en Turquie : une dépendance extérieure devenue structurelle

Les dernières données publiées par l'institut statistique turc TÜİK confirment l'enracinement des fragilités structurelles de l'élevage turc. Longtemps auto-suffisante, la Turquie dépend désormais fortement des importations pour couvrir ses besoins en viande rouge et en intrants alimentaires destinés au bétail. La [production de viande rouge](#) est retombée à 1,89 Mt en 2025, contre un maximum historique de 2,38 Mt en 2023, soit un recul cumulé d'environ 21 % en deux ans. Cette contraction est notamment liée aux abattages massifs de femelles reproductrices intervenus en 2021-2022, aggravés ensuite par les effets sanitaires de la fièvre aphteuse.

Production de viande en Turquie
2001–2025



Pour compenser l'insuffisance de la production nationale par rapport à la demande en viande rouge, Ankara a accru ses importations de bovins vivants et de viande bovine, transformant un outil conjoncturel d'ajustement en dépendance durable. Les difficultés du secteur tiennent aussi à la fragmentation des exploitations, à l'insuffisance fourragère nationale et à la forte exposition aux importations d'aliments pour bétail, dont les coûts restent très volatils.

La [filiale laitière](#) connaît des tensions comparables. La production de lait cru a reculé de près de 5 % en 2025 pour s'établir à 21,38 Mt, avec des baisses particulièrement marquées pour les laits de bufflonne, de chèvre et de brebis. Dans le même temps, les producteurs dénoncent un écart croissant entre les coûts de production et les prix de référence recommandés par le Conseil national du lait, dans un contexte de hausse des prix de l'électricité agricole et de l'alimentation animale.

À l'inverse, la production de [viande de volaille](#) poursuit sa progression et atteint **2,8 Mt**, tandis que celle des œufs fluctue à un niveau haut, illustrant le report d'une partie de la consommation vers des protéines animales meilleur marché sous l'effet de l'érosion du pouvoir d'achat.

Macroéconomie et finance

Focus Azerbaïdjan : La croissance azerbaïdjanaise s'est essoufflée en 2025 sur fond de ralentissement de l'activité pétrolière

Première économie du Sud-Caucase avec un PIB nominal de 75,9 Mds USD pour 10,3 M d'habitants, l'Azerbaïdjan a vu sa croissance ralentir en 2025, à +1,4 % selon la FMI (contre +4,2 % en 2024). La croissance du PIB a été principalement soutenue par l'activité hors hydrocarbures, en hausse de +2,7 % contre un recul de -1,6 % de l'activité hydrocarbures. De fait, la baisse structurelle de la production locale de pétrole (570 000 barils/ jour en 2025 ; -4,8 % en glissement annuel) n'a été que partiellement compensée par la montée en puissance de la production de gaz (51,5 Mds de m³ ; +2,4 % en g.a.). Pour 2026, le FMI prévoyait à l'issue de sa mission Article IV ([avril 2026](#)) une croissance de +2,2 % avant le déclenchement du conflit en Iran.

Si les conséquences de la crise au Moyen-Orient sur les indicateurs économiques sont peu visibles à ce stade, l'Azerbaïdjan semble toutefois peu exposé aux perturbations des routes logistiques régionales – ses hydrocarbures sont exportés vers l'Europe et la Turquie par voie terrestre. La forte hausse du cours de l'*Azeri Light* observée ces deux derniers mois – jusqu'à à 140 USD le baril – devrait en outre alimenter l'excédent de la balance courante (5,5 % du PIB en 2025), et, par conséquent, les réserves de change du pays, estimées à 85 Mds USD fin 2025. Cet effet-prix – temporaire, en l'état – ne devrait toutefois pas s'accompagner d'un effet-volume, l'Azerbaïdjan n'apparaissant pas en mesure d'augmenter significativement sa production de pétrole.

Dans ce contexte, la Banque centrale d'Azerbaïdjan (BCA) a annoncé une révision de ses prévisions macroéconomiques le 6 mai 2026. Selon la BCA, la [croissance économique en Azerbaïdjan](#) devrait s'élever à 1,1 % en 2026 et à 3,2 % en 2027 (contre respectivement 2,4 % et 2,9 % prévus en février). L'institution [anticipe](#) par ailleurs une inflation annuelle de 5,9 % en 2026 et de 4,5 % en 2027 (contre respectivement 5,5 % et 4,0 % prévus auparavant).

Turquie : Hausse généralisée de l'inflation en avril

Selon les données d'avril publiées par l'Institut statistique de Turquie (TÜİK), l'indice des prix à la consommation ([IPC](#)) a connu une hausse de 4,2 % en glissement mensuel (g.m.) en avril (contre 1,9 % en mars), portant le taux annuel à 32,4 % (contre 30,9 % le mois précédent, soit +1,5 pp.), tandis que l'inflation cumulée sur janvier-avril s'élève à 14,6 % (contre 13,4 % un an plus tôt).

La hausse mensuelle d'avril – bien supérieure aux anticipations du consensus ($\pm 3,2$ %) – reflète une progression tirée principalement par l'énergie (+14,4 % g.m. ; 47,2 % en g.a.) et l'alimentation (+3,7 % g.m. ; 34,6 % en g.a.), ces deux postes contribuant à plus de la moitié de l'augmentation mensuelle. Les hausses des prix du gaz (+44,5 % g.m.), de l'électricité (+16,9 %) et des carburants (jusqu'à +12,0 %) expliquent l'essentiel du choc énergétique, en lien avec le renchérissement des matières premières. Parallèlement, l'inflation sous-jacente s'est également dégradée : l'indice cœur (C) progresse de 3,5 % g.m., contre 1,6 % en mars, sous l'effet d'une accélération des prix des biens de base (+2,3 % g.m.) et d'une rigidité persistante des services (3,0 % g.m. ; 40,3 % en g.a.) – facteur de préoccupation toujours mis en avant par la Banque centrale (cf. [point n°19 du compte rendu du Comité de politique monétaire, publié le 30 avril](#)).

En amont, les prix à la production confirment ces pressions : l'indice des prix à la production intérieure pour avril ([D-PPI](#)) augmente de 3,2 % g.m., portant son rythme annuel à 28,6 % (contre 28,1 % en mars), principalement sous l'effet de la hausse des produits pétroliers raffinés (+19,2 % g.m.) ; l'indice des prix à la production de services connaît également un rebond notable : en mars, il progresse de +4,1 % (g.m.), portant le niveau annuel à 35,9 % (vs. 33,6 % en février).

Turquie : Progression des projets d'IDE en Turquie en 2025 selon la Présidence

Selon la seconde édition du [rapport](#) sur les « IDE par projets en 2025 », publié par le Bureau des investissements de la Présidence, la Turquie a attiré 475 projets d'investissement direct étranger (IDE) dits « greenfield » c'est-à-dire des créations ou extensions d'activités entièrement nouvelles, contre 375 l'année précédente, soit une progression de +27 % en g.a.

Ces projets représentent un montant total de capital investi (CAPEX) de 21,1 Mds USD (+62 % g.a.), pour 47 251 emplois attendus (-7,8 % en g.a.), un recul qui traduit la montée en puissance des secteurs numériques, moins intensifs en main-d'œuvre. Sur les 475 projets, 56 % sont de nouvelles implantations (représentant 82 % du CAPEX), les 44 % restants correspondent à des extensions de capacités existantes. En parallèle, les fusions-acquisitions transfrontalières (M&A) ont atteint 124 opérations en 2025 (+33,3 % en g.a.), pour un volume de transactions divulgué de 6,7 Mds USD (+17,5 % en g.a.).

Sur le plan sectoriel, le secteur des communications domine le CAPEX avec 6,8 Mds USD (32,3 % du total), tiré par les centres de données et la 5G. L'automobile (3,0 Mds USD) et la logistique (1,8 Mds USD) complètent le podium. Les États-Unis arrivent en tête des pays investisseurs en CAPEX avec 4,3 Mds USD (20,2 % du total), devant la Chine (3,3 Mds USD, 16,1 %) et l'Allemagne (3,1 Mds USD, 14,7 %). Sur le plan qualitatif, 69,1 % des projets greenfield (représentant 89,3 % du CAPEX) correspondent à des IDE dits « de qualité », c'est-à-dire alignés avec les priorités stratégiques turques en matière de transition verte, numérique et d'insertion dans les chaînes de valeur mondiales.

La France se classe au 5^{ème} rang des pays sources par nombre de projets greenfield, avec 25 projets (5,3 % du total), et à la 12^{ème} position en termes de CAPEX à 450 MUSD (2,1 % du total).

Il est cependant à noter que les entrées d'IDE en Turquie, qui avaient atteint un pic entre 2005 et 2008 à 2,9 % du PIB en moyenne, avant de baisser à 1,5 % du PIB environ dans les années 2010, atteignent désormais un point bas à 0,8 % en 2025. Ces performances sont très en deçà des compétiteurs émergents de la Turquie – Pologne (2,3 % du PIB), Mexique (2,5 %), Brésil (3,4 %), Vietnam (4,2 %), Egypte (12,0 %). Le stock d'IDE turc s'est en conséquence fortement contracté à 16,6 % du PIB en 2024 (vs. 31,7 % en 2020), un niveau également inférieur à celui de ses compétiteurs : Mexique (38,1 %), Pologne (37,6 %), Brésil (43,2 %), Afrique du Sud (28,9 %) Slovaquie (46,5 %) Argentine (29,6 %), Chine (19,3 %), Indonésie (22,0 %), Arabie Saoudite (23,7 %), contre une moyenne de l'OCDE à 53,4 % du PIB.

Turquie : Amélioration en trompe-l'œil du marché du travail

Selon TÜİK, le taux de chômage s'est établi à 8,1 % en [mars](#), soit une baisse de -0,3 pp. par rapport à février (8,4 %), tandis que le taux d'emploi a progressé à 48,5 % (+0,3 pp. g.m.) et le taux d'activité à 52,8 % (+0,1 pp.). Dans le même temps, le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) a reculé à 15,3 % (-0,5 pp.), confirmant une amélioration apparente des indicateurs standards du marché du travail.

Cependant, les indicateurs élargis signalent une détérioration accrue des conditions d'emploi. Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (*incluant le chômage, le temps partiel subi et les personnes ayant abandonné la recherche d'emploi*) a augmenté de 1,6 pp. sur un mois pour atteindre 31,5 %, son plus haut niveau depuis le début de la série statistique en 2014.

A noter que les écarts de genre restent marqués en mars : taux de chômage de 10,7 % pour les femmes contre 6,8 % pour les hommes ; taux d'emploi de 31,5 % contre 66,0 %.

Turquie : Dégradation marquée du commerce extérieur en mars

Selon les données publiées par le [ministère du Commerce](#) et [TÜİK](#), les exportations ont reculé de 6,4 % en glissement annuel (g.a.) en mars 2026 pour atteindre 21,9 Mds USD, tandis que les importations ont progressé de 8,2 % g.a. à 33,1 Mds USD. En conséquence, le déficit commercial s'est fortement creusé à 11,2 Mds USD, en hausse de 56,0 % (g.a.) et le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé à 66,1 %, contre 76,5 % un an plus tôt.

En cumulé sur le T1 2026, les exportations sont en baisse de 3,1 % (g.a.) à 63,3 Mds USD et les importations en hausse de +4,7 % (g.a.) à 91,9 Mds USD ; le déficit commercial trimestriel se creuse de 27,5 %, à -28,7 Mds USD.

Par partenaires, l'Allemagne demeure le premier débouché (1,8 Md USD) devant les Etats-Unis (1,4 Mds USD) et l'Italie (1,3 Mds USD) – la France est 5^{ème} (995 MUSD), tandis que la Chine reste le principal fournisseur (4,8 Mds USD), devant l'Allemagne (2,5 Mds USD) et la Russie (2,0 Mds USD).

Turquie : Nouvelle chute de l'indice PMI manufacturier en avril

L'indice PMI manufacturier [publié](#) par la Chambre d'industrie d'Istanbul (ISO) s'est établi à 45,7 en avril – son plus bas niveau depuis septembre 2024, signalant une détérioration continue des conditions d'activité du secteur depuis 19 mois, encore davantage exacerbée depuis le mois dernier (-2,2 pp., vs. 47,9 en mars). Selon le communiqué, l'impact des tensions au Moyen-Orient sur le secteur manufacturier a particulièrement pesé au cours du mois d'avril : l'inflation des intrants a atteint son plus haut niveau depuis 27 mois et la production manufacturière a connu son plus fort ralentissement depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Azerbaïdjan : Inclusion de YeloBank dans le 20e paquet de sanctions de l'UE

La banque azerbaïdjanaise YeloBank [a été incluse](#) dans le 20^e paquet de sanctions de l'Union européenne contre la Russie, adopté le 23 avril 2026 en raison notamment de « [sa connexion au système russe de transfert de messages financiers](#) ». Le président de la Banque centrale d'Azerbaïdjan T. Kazimov [a indiqué](#) que « la Banque centrale collaborait avec YeloBank afin d'obtenir l'annulation de cette décision ».

Géorgie : Croissance et inflation orientées à la hausse début 2026

L'Institut national de la statistique (Geostat) estime que la [croissance économique](#) a atteint 10,7 % en glissement annuel en mars 2026, soit une hausse de 1,9 point de pourcentage par rapport au mois de février. La croissance moyenne s'établit ainsi à 9,1 % au premier trimestre 2026. La hausse de l'activité économique est liée notamment au dynamisme de l'industrie manufacturière, du secteur de l'information et de la communication et des activités professionnelles, scientifiques et techniques.

Le pays est cependant confronté à une [forte hausse de l'inflation](#), dont le taux mensuel atteint 1,7 % en avril, et le taux annuel 5,9 %. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'alimentation, de l'énergie et des tarifs régulés) qui s'établit à 3,5% dépasse désormais la cible de 3,0 % de la Banque centrale. La hausse des prix est portée par l'augmentation du coût du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz (+5,8 % g.m) et des transports (+4,9 % g.m). Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : la hausse mondiale des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient, la perturbation du transport international et la hausse des tarifs de l'électricité de 18 à 34 %, entrée en vigueur le 1er avril. Les prix des denrées alimentaires et boissons non alcoolisées ont également progressé de 0,5 % sur un mois soit 7,5 % sur un an.

Géorgie : Relèvement du taux d'intérêt directeur de la Banque centrale

Le [comité de politique monétaire](#) de la Banque centrale de Géorgie (NBG) a décidé de relever son taux d'intérêt directeur de 0,25 point de pourcentage à 8,25 % le 6 mai 2025. L'institution indique souhaiter contenir l'inflation et limiter les risques d'effets de second tour, c'est-à-dire d'une spirale inflationniste dans laquelle la hausse initiale des prix se transmet aux salaires, entraînant une nouvelle hausse des prix.

Le [comité de stabilité financière](#) de la NBG a, quant à lui, assoupli les conditions de liquidité applicables aux banques détenant des passifs libellés en devises étrangères, tout en relevant de 750 000 GEL (240 000 EUR) à 1 000 000 GEL (317 000 EUR) le seuil applicable aux prêts en devises étrangères non couverts. Le taux de réserves obligatoires applicable aux engagements en devises étrangères a ainsi été ramené de 25 % à 20 %. Ce coefficient demeure toutefois différencié selon les établissements et peut varier entre 10 % et 20 %. Le relèvement du seuil applicable aux prêts en devises étrangères non couverts vise, pour sa part, à limiter les risques liés à la dollarisation de l'économie, susceptibles de s'accroître en période d'incertitude. Cette mesure s'inscrit dans le

cadre du plan de dédollarisation de long terme de la NBS. Le précédent relèvement du seuil de 500 000 GEL à 750 000 GEL datait de mai 2025.

Turkménistan : Hausse des investissements et du PIB en 2025

Selon le ministre turkmène des Finances et de l'Économie, M. Astanagulov, le volume global des investissements dans l'économie turkmène [a atteint](#) 12,8 Mds USD en 2025, soit une hausse de 6 % en g.a., dont plus de 10 % d'investissements étrangers. Sur le plan macroéconomique, ce dernier a annoncé que la croissance du pays s'était établie à 6,3 % en 2025 portant le PIB à 77,4 Mds USD.

Marchés financiers turcs

Cette semaine les marchés boursiers ont nettement progressé, dans le sillage des avancées des pourparlers : les indices BIST 100 et BIST bancaire s'affichaient en hausse de respectivement de +4,1 % à 15 040 points – 1^{ère} fois que la barre des 15 000 est dépassée – et de 3,5 % à 17 540 points en g.h. au 07/05. Le BIST 100 s'affiche dès lors supérieur de 11,2 % par rapport à son niveau de février (pré-conflit en Iran), tandis que l'indice bancaire demeure inférieur de 7,0 %.

Après avoir entamé un reflux les semaines précédentes, les taux obligataires sont repartis à la hausse cette semaine : les taux à 2 et 10 ans s'établissaient respectivement à 41,2 % et 33,3 % à la clôture le 07/05, en hausse respective de 890 et 570 pdb en g.h. Dans le même temps, le CDS à 5 ans a poursuivi son repli depuis son dernier pic de fin-avril, atteignant 242,6 à la clôture de jeudi, en baisse de 286 pdb sur la semaine. Enfin, les investisseurs étrangers qui avaient fait leur retour sur le marché turc après 5 semaines de ventes mi-avril, ont de nouveau fait preuve de volatilité : à date du [30/04](#), sur les marchés actions les investisseurs étrangers sont repassés vendeurs nets à -228,4 MUSD tandis que les cessions nettes se sont élevées à -282,1 MUSD sur le marché obligataire, effaçant une partie du rebond observé précédemment.

En parallèle, le Trésor turc a emprunté cette semaine 44,2 Mds TRY (±830 MEUR) via deux adjudications : (i) une émission à 24 Mds de TRY à un taux d'intérêt de 42,51 % à coupon zéro à 10 mois (échéance au 17/03/2027) ; (ii) une émission 20,2 Mds TRY à un taux d'intérêt de 38,33 à coupon fixe de 5 ans (échéance au 16/04/2031, paiements de coupon semestriels). Le ratio de couverture de ces deux adjudications a été inférieur à 70 %. Selon le [programme de financement](#) pour la période mai-juillet 2026, le Trésor envisage d'emprunter 1653,3 Mds TRY (31,0 Mds EUR) sur les trois prochains mois.

Agriculture et agroalimentaire

Turquie : Renforcement des contrôles relatifs aux végétaux et aux intrants

Un [arrêté](#) publié au Journal officiel turc du 6 mai 2026 renforce les [prescriptions applicables](#) à la quarantaine végétale, à la certification des matériels de multiplication végétale et au contrôle phytosanitaire. Le texte actualise notamment les listes d'organismes nuisibles faisant l'objet d'une surveillance dans le cadre de la quarantaine et durcit les exigences de traçabilité et de conformité sanitaire applicables aux semences, plants et productions agricoles. Un dispositif spécifique encadre également la réintroduction sur le marché intérieur de produits agricoles refusés à l'exportation.

Turquie : La production de coton décroche face aux importations

Réunis à Izmir lors du [8^e Sommet national du coton](#), les professionnels turcs de la filière ont alerté sur le [recul extrêmement rapide](#) de la production nationale, confrontée à la hausse des coûts, au stress hydrique et à la baisse des surfaces cultivées. Pour la campagne 2026, la production nationale, estimée à 665 kt, ne couvrirait plus qu'environ un quart des besoins de l'industrie textile turque, contre trois quarts en 2022, accentuant la dépendance aux importations, notamment américaines et brésiliennes. Cette [évolution fragilise](#) l'intégration amont-aval de la filière textile, pilier industriel national. La transition vers une production durable, irriguée et compétitive apparaît désormais comme un impératif stratégique.

Turquie : Le Forum de l'eau acte l'accélération des politiques hydriques agricoles

À l'occasion du [5^e Forum international de l'eau d'Istanbul](#), le ministre turc de l'Agriculture et de la Forêt, İ. Yumaklı, a [présenté une stratégie d'adaptation](#) de l'agriculture au stress hydrique fondée sur la planification des cultures par bassin versant, le développement de variétés tolérantes à la sécheresse et l'irrigation de précision appuyée sur la télédétection, les capteurs et l'intelligence artificielle. Ankara promeut également une approche intégrée associant gestion de l'eau, des sols et des productions agricoles afin de limiter l'impact du changement climatique sur les rendements. Au-delà des annonces techniques, le Forum participe de la stratégie turque de positionnement diplomatique sur les questions hydriques, dans un contexte de tensions persistantes avec plusieurs pays riverains du Tigre et de l'Euphrate.

Géorgie : Publication des conclusions de la commission d'enquête alimentaire

La commission d'enquête parlementaire sur les prix des produits alimentaires, des médicaments et des carburants, dont les travaux se sont conclus la semaine dernière, [attribue](#) la hausse des prix alimentaires à des inefficacités tout au long de la chaîne de valeur agricole – coûts opérationnels élevés, frais commerciaux opaques, retards de paiement et manque de transparence entre producteurs, distributeurs et enseignes – et recommande des réformes structurelles ciblées plutôt qu'un contrôle direct des prix, jugé potentiellement déstabilisateur pour les marchés. Les parlementaires préconisent notamment la numérisation du secteur, un meilleur accès au financement pour les PME agricoles et la création de centres de distribution régionaux afin de raccourcir les chaînes d'approvisionnement et réduire les coûts intermédiaires. Inspirée des règles européennes contre les pratiques commerciales déloyales, la réforme vise à contenir les prix alimentaires sans recourir à un encadrement direct des prix.

Énergie, environnement et transports

Turquie : Lancement de projets industriels de lithium et de dérivés du bore

Lors d'une visite du site d'Eti Maden de Kirka Bor, dans le district de Seyitgazi, le ministre turc de l'Énergie, Alparslan Bayraktar, a [indiqué](#) que la Turquie prévoyait de poser avant la fin de l'année les premières pierres de plusieurs projets industriels, notamment une usine de carbonate de lithium et l'installation Penta 6 (usine de production de pentaborate de sodium, un dérivé du bore utilisé notamment dans les détergents, le verre et certaines applications industrielles). L'actuelle unité pilote de carbonate de lithium doit ainsi évoluer vers une installation industrielle.

Eti Maden, qui emploie environ 8 000 personnes sur plusieurs sites en Turquie, représente près de 20 % des exportations minières du pays, avec un chiffre d'affaires à l'export compris entre 1,3 et 1,4 Md USD. L'entreprise publique détient par ailleurs environ 65 % du marché mondial du bore grâce aux importantes réserves turques de ce minerai stratégique.

Turquie : L'Irak prépare la réactivation de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan

Le ministère irakien du Pétrole a [annoncé](#), le 1^{er} mai 2026, être en phase finale des travaux de maintenance et de réparation de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, ouvrant la voie à une reprise prochaine des exportations de brut vers la Turquie à hauteur de 600 000 barils par jour (bpj). Endommagée lors des attaques de Daech en 2014, la portion irakienne de l'infrastructure doit prochainement être remise en service. L'oléoduc dispose d'une capacité nominale supérieure à 1 million de bpj. Le ministère a également [indiqué](#) que les flux transitant par l'oléoduc du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) entre Kirkouk et le port turc de Ceyhan devraient se maintenir autour de 400 000 bpj.

Parallèlement, Bagdad poursuit le développement d'un nouvel oléoduc reliant Bassora à Haditha, dans l'ouest du pays. Ce projet vise à diversifier les débouchés du pétrole irakien vers la Turquie, la Jordanie et la Syrie. Le coût de la première phase est estimé à 1,5 Md USD.

Azerbaïdjan : La BERD accorde un prêt dans le secteur de l'eau

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a approuvé le 29 avril un [prêt de 91 MEUR](#), réparti en deux tranches (57 M EUR et 34 M EUR), au profit de l'Agence nationale des ressources en eau d'Azerbaïdjan pour la construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de traitement biologique des eaux usées dans la ville de Shaki et ses villages limitrophes.

Géorgie : Entrée d'un groupe pétrolier américain en Géorgie

[Aspect Georgia LLC](#), filiale du groupe américain Aspect Holding LLC, s'est engagée à investir 70 MUSD dans l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures à l'est de la Géorgie. La société intègre ainsi le contrat de partage de production relatif à la [licence XIQ](#) conclu en 2021 entre Georgia Oil and Gas Limited, JSC Georgian Oil and Gas Corporation et GOG SLADS Limited. L'Etat géorgien a octroyé à ces compagnies la permission d'explorer le sous-sol et, en cas de découverte, d'exploiter le pétrole et le gaz sur un périmètre défini au nord de Samgori. Selon l'accord, l'intégralité du programme d'acquisition de données sismiques (prévu dès 2026) et de forage le cas échéant sera financé par Aspect Georgia. Celui-ci vise principalement le prospect de Maktopi Terrace dont les ressources récupérables prospectives moyennes non risquées ont été estimées à 301,7 millions de barils équivalent pétrole par DeGolyer & MacNaughton en 2023.

Géorgie : Présentation de la stratégie de long terme de Georgian Railways

La compagnie détenue par l'Etat Georgian Railways a présenté son projet « Historical Renewal » détaillant sa stratégie de développement de long terme le 5 mai 2026. Celle-ci repose sur trois piliers : le développement des infrastructures, le renforcement du transport de marchandises et la modernisation du transport des passagers. A cette occasion, la Ministre de l'Economie et du Développement durable [Mariam Kvririshvili](#) a annoncé 317,6 MEUR (1 Md GEL) d'investissement dans l'achat de 50 nouvelles locomotives et de 1500 wagons, devant permettre la réduction par deux du temps de transit de 24 heures à 12 heures. L'entreprise s'apprêterait également à doubler sa flotte de trains pour le transport de passager. La réhabilitation des lignes ferroviaires Tbilissi-Batoumi et Tbilissi-Akhaltzikhe devrait par ailleurs être finalisée en août 2026, suivie par la ligne Borjomi-Bakuriani fin 2027.

Industrie, services et innovation

Turquie : Mise en service de la nouvelle usine de motos de Honda à Izmir

Honda Turquie a mis en service une nouvelle usine de [motos](#) à Aliğa (Izmir). Le site, implanté sur une surface totale de 100 000 m² dispose d'une capacité annuelle initiale de 100 000 unités, pouvant être portée jusqu'à 150 000-200 000 unités. L'investissement devrait générer environ 300 emplois dans un premier temps, avec un objectif de à terme de 750 à 800 emplois. Le premier modèle produit sera le scooter PCX 125 cc. Honda indique détenir environ 25 % du marché turc de la moto, dans un contexte où le parc national dépasse désormais 7 millions de motos.

Turquie : Togg signe un partenariat stratégique pour sa nouvelle gamme

Le constructeur automobile Togg a [signé](#) un partenariat stratégique avec CAIT, filiale du groupe chinois CATL, afin de développer une plateforme commune destinée à sa future gamme de véhicules électriques de segment B (citadines polyvalentes). Dans le cadre de cet accord, CAIT fournira la technologie de plateforme « Bedrock Chassis », tandis que Togg participera au développement de l'architecture numérique, de l'expérience utilisateur et des spécifications produits. Trois nouveaux modèles devraient être lancés progressivement sur le marché turc à partir du milieu de l'année 2027.

Turquie : Stabilité du secteur touristique T1 2026

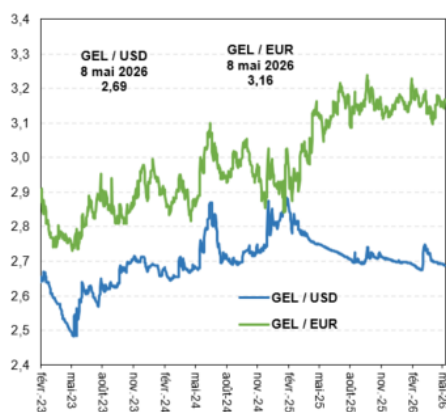
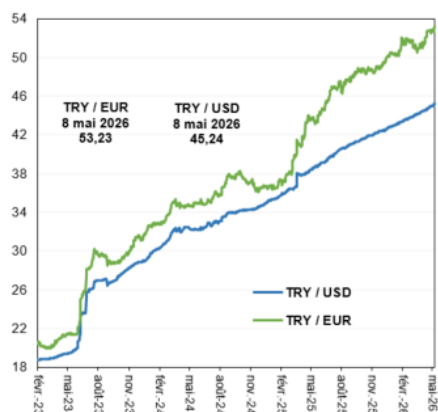
Selon les données de [TÜİK](#), les recettes touristiques progressent de +0,8 % en g.a en mars 2026 pour atteindre 3,04 Mds USD, alors que le nombre de visiteurs recule légèrement de -0,3 % en g.a à 2,97 millions. En cumulé au T1 2026, le nombre d'arrivées de touristes augmente de +1,5 % en g.a pour atteindre 9,26 millions de personnes, dont 2,38 millions de citoyens turcs résidant à l'étranger, représentant 25,7 % du total. Les recettes touristiques augmentent de +4,2 % en g.a pour atteindre 9,90 Mds USD, dont 9,69 Mds USD provenant des visiteurs et 202 M USD des passagers en transit.

Géorgie : Signaux mixtes du secteur touristique

Le nombre de visites de [voyageurs internationaux](#) en Géorgie a diminué de 1,1 % g.a au 1^{er} trimestre 2026 pour atteindre 1,3 millions. Cette baisse est liée au déclin des visites provenant d'Israël (-17,5% à 66 744), d'Iran (-48,8 %) et d'Inde (-29,5 %), en raison du conflit au Moyen-Orient et de l'annulation de vols, ainsi qu'à la baisse des entrées de personnes résidant en Arménie de 11,2 % à 160 475 sur la période. Les revenus issus des voyages internationaux ont cependant augmenté de 0,5 % g.a sur la période à 829,8 MUSD. Les voyageurs en provenance du Royaume-Uni représentent la principale source de revenus avec 140,7 MUSD soit 17 % du total, bien que ses ressortissants aient réalisé moins de 1 % du total des visites. Le pays est suivi par la Russie (124,3 MUSD), la Turquie (120,1 MUSD) et Israël (98,9 MUSD).

Retrouvez les tableaux statistiques et graphiques en dernière page

Tableaux statistiques et graphiques



	PRÉVISIONS DE CROISSANCE						PRÉVISIONS D'INFLATION (moy. ann. : FMI, BM, OCDE ; fin d'année : Gouv./BC)					
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE	
	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027
FMI	3,4 % avr-26	3,5 % avr-26	2,2 % avr-26	2,5 % avr-26	5,3 % avr-26	5,0 % avr-26	28,6 % avr-26	21,4 % avr-26	6,0 % avr-26	5,1 % avr-26	4,4 % avr-26	3,0 % avr-26
Banque mondiale	2,8 % avr-26	3,8 % avr-26	2,0 % avr-26	1,8 % avr-26	5,0 % avr-26	5,5 % avr-26	18,0 % oct. 25	15,0 % oct. 25	4,6 % oct. 25	4,6 % oct. 25	4,5 % oct. 25	4,5 % oct. 25
OCDE	3,3 % avr-26	3,8 % avr-26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	26,7 % avr-26	16,9 % avr-26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Gouvernement	3,8 % sept 25	4,3 % sept 25	2,9 % oct 25	3,3 % oct 25	5,0 % sept 25	5,2 % sept 25	16,0 % sept 25	9,0 % sept 25	4,8 % oct 25	4,7 % oct 25	3,3 % sept 25	3,0 % sept 25
Banque centrale	n.d.	n.d.	2,4 % janv 26	2,9 % janv 26	4,9 % janv 26	5,1 % janv 26	16,0 % nov 25	9,0 % nov 25	5,5 % janv 26	4,0 % Janv 26	2,70 % janv 26	2,90 % janv 26

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale

Responsable de la publication : Jérôme Baconin

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Ankara

Abonnez-vous : paul.lapoutge@dgtresor.gouv.fr